CONSEIL D'ÉDUCATION DE DISTRICT, DISTRICT SCOLAIRE FRANCOPHONE SUD
131e assemblée ordinaire
Le mardi 17 septembre 2025

Procès-verbal de la 131e assemblée ordinaire du Conseil d'éducation du District scolaire francophone Sud qui s'est tenue le 17 septembre 2025, de 18 h 37 à 20 h 16 au local 1321 de l'école Louis-J.-Robichaud, 435, rue Main, Shediac et par l'entremise de la plateforme Microsoft Teams.

PRÉSENCES

Membres votants	**Titre**	**Présences**
Line Thibodeau	Sous-district 1	Présentiel
Christine Noël	Sous-district 2	Présentiel
Eric Macfie	Sous-district 3	Présentiel
Amélie Caissie	Sous-district 4	Présentiel
Caroline Le Bouthillier	Sous-district 5	Présentiel
Matthieu LeBlanc	Sous-district 6	Absence motivée
Isabelle Landry-Sonier	Sous-district 7	Présentiel
Monique Mazerolle	Sous-district 8	Présentiel
Michel Côté	Président, sous-district 9	Présentiel
Raphaël Moore	Vice-président, Sous-district 10	Présentiel
Fannie Fournier	Élève-conseillère (2025-2026)	Présentiel
Personnel du DSFS	**Titre**	**Présences**
Monique Boudreau	Directrice générale et secrétaire du CED	Présentiel
Jean-Luc Thériault	Directeur des relations stratégiques	Présentiel
Hayat Hamdi	Agente en amélioration continue, appui à la Direction générale	Virtuel
Josée Eagle	Adjointe exécutive à la direction générale	Présentiel
Philippe Lavoie	Spécialiste en soutien technologique	Présentiel

Madame Haya Hamdi, agente en amélioration continue, appuyant la Direction générale, s'est jointe brièvement à la réunion afin de faire un rappel aux membres concernant le stationnement.

1. Ouverture de la séance

1.1 Mot de bienvenue et mise à jour du président

Le président, monsieur Michel Côté, a ouvert la séance à 18 h 37 en souhaitant la bienvenue à tous les membres du Conseil et aux membres de la communauté qui se sont joints à cette réunion publique. Il a ensuite fait la reconnaissance du territoire traditionnel autochtone non cédé.

2. Considération et adoption de l'ordre du jour et absences motivées/non motivées

Ils se sont référés à l'ordre du jour reçu avant la réunion. L'ajout du point 6.7 menu de la cafétéria aux points d'information de la direction générale ainsi que le point 7.3 Conseil de la jeunesse aux points d'information de la présidence ont été apporté.

2025-09-17 - CED - DSFS - 1329
Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu d'adopter le projet d'ordre du jour de la réunion avec les ajouts proposés. (Monique Mazerolle, Eric Macfie)

Unanimité

L'ordre du jour se lira comme suit :

1. Ouverture de la séance
   1.1 Mot de bienvenue et mise à jour du président
2. Considération et adoption de l'ordre du jour et absences motivées/non motivées
3. Déclaration de conflits d'intérêts
4. Considération et adoption du procès-verbal
   4.1 130e assemblée ordinaire – 11 juin 2025
   4.2 17e réunion extraordinaire – 27 mai 2025
   4.3 18e réunion extraordinaire – 27 août 2025
   4.4 Questions découlant des procès-verbaux
5. Politiques
   5.1 Méthode de gouverne
      a) Calendrier de l'évaluation des politiques du CED 2025- juin 2028
      b) Nommer les membres aux comités (Politique 1.6 – Principes, mandats des comités du Conseil)
      c) Politique 3.8 Remplacement d'urgence de la direction générale
         - Plan de succession
      d) Calendrier des rencontres du CED
6. Points d'information de la direction générale
   6.1 Rapport financier – DSFS
   6.2 Rapport financier – CED
   6.3 Rentrée scolaire 2025-2026 et enjeux reliés au transport scolaire
   6.4 Consultations - plan de 10 ans
   6.5 Programme des petits déjeuners
   6.6 Présentation des réussites 2024-2025
   6.7 Menu de la cafétéria

Participation du Public
Pause

7. Points d'information de la présidence
   7.1 Infrastructure – rencontre avec les élus
   7.2 Retraite du CED
   7.3 Conseil de la jeunesse

8. Affaires nouvelles
9. Date et lieu de la prochaine réunion ordinaire
10. Levée de la séance

3. Déclaration de conflits d'intérêts

Le président a demandé si des membres avaient des conflits d'intérêts au sujet de certains pointsà l'ordre du jour. Aucun conflit d'intérêts ne fut déclaré.

4. Considération et adoption du procès-verbal
4.1 130e assemblée ordinaire – 11 juin 2025

Le 11 juin 2025, les membres du Conseil d'éducation du District scolaire francophone Sud se sont réunis pour leur 130e assemblée ordinaire. Un procès-verbal est déposé pour adoption à laprésente assemblée.

2025-09-17 - CED - DSFS - 1330
Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu d'adopter le procès-verbal de la 130e assemblée ordinaire du CED tel que présenté. (Raphaël Moore, Caroline Le Bouthillier

Majorité - 2 Abstentions – (Matthieu LeBlanc et Isabelle Landry-Sonier étaient absents lors de la dernière réunion)

4.2 17e réunion extraordinaire – 27 mai 2025

Le 27 mai 2025, les membres du Conseil d'éducation du District scolaire francophone Sud se sont réunis pour leur 17e assemblée extraordinaire. Un procès-verbal est déposé pour adoption à la présente assemblée.

2025-09-17 - CED - DSFS - 1331
Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu d'adopter le procès-verbal de la 17e réunion extraordinaire du CED tel que présenté. (Line Thibodeau, Eric Macfie)

Majorité – 1 Abstention (Amélie Caissie était absente de cette réunion)

4.3 18e réunion extraordinaire – 27 août 2025

Le 27 août 2025, les membres du Conseil d'éducation du District scolaire francophone Sud se sont réunis pour leur 18e assemblée extraordinaire. Un procès-verbal est déposé pour adoption à la présente assemblée.

2025-09-17 - CED - DSFS - 1332
Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu d'adopter le procès-verbal de la 18e réunion extraordinaire du CED tel que présenté. (Caroline Le Bouthiller, Eric Macfie)

Majorité – 1 Abstention (Christine Noël était absente de cette réunion)

4.4 Questions découlant de procès-verbal

Monsieur Michel Côté a débuté par la lettre qui a été envoyée à la ministre pour l'adoption du plan de dépenses.

Concernant la bourse Paul Charbonneau, la confirmation de la candidature a été transmise à la Fédération nationale des conseils scolaires francophones.

De plus, une lettre a été envoyée à cette même Fédération afin d'identifier les membres votants pour l'AGA de la Fédération, qui aura lieu au mois d'octobre.

Il a ajouté qu'il n'était pas conforme et aux pratiques habituelles de ne pas envoyer le plan de dépenses à la fin juin. Toutefois, en raison de circonstances exceptionnelles, une lettre a été adressée à la ministre pour l'informer que le plan serait transmis un peu plus tard, pendant l'été. Une réponse de la ministre a été reçue en ce sens. Par la suite, les communications ont été poursuivies afin de convenir d'une date à la fin août, qui a été respectée avec l'envoi du plan de dépenses.

5. Politiques

5.1 Comité de la gouvernance et des politiques

Le Comité de la gouvernance et des politiques s'est réuni le 28 août dernier. Monsieur Raphaël Moore, président du comité, a pris la parole afin de résumer la rencontre.

Des ajustements ont été apportés, entre autres concernant le format des rencontres publiques. Les membres s'entendent pour dire que ces changements ont amélioré le fonctionnement, en permettant de raccourcir la durée des réunions et de les rendre plus efficaces.

Il a également été mentionné que, même si ces modifications s'appliquent encore à titre d'essai au cours de la dernière année, elles n'ont en rien empêché le travail de se faire de façon adéquate.

Un échange a eu lieu concernant l'intelligence artificielle (IA). Les membres ont discuté des changements possibles et de la pertinence d'élaborer une nouvelle politique à ce sujet. Il a été souligné que l'IA demeure peu encadrée dans les milieux scolaires et qu'il n'existe pas encore de lignes directrices précises, bien que certaines institutions, comme les universités, commencent à en développer.

La réflexion porte sur la manière d'utiliser l'IA pour appuyer le travail du personnel et des élèves, tout en respectant les principes d'éthique et en veillant à ce que la technologie bonifie l'apprentissage sans remplacer la réflexion ou les efforts des élèves.

Des exemples, notamment présentés lors de la Fédération nationale l'an dernier, ont montré comment l'IA peut faciliter certaines tâches administratives pour les enseignants. Le Conseil souhaite donc amorcer un travail au sein du comité de politiques afin de développer, au cours de la prochaine année, une politique-cadre sur l'utilisation de l'IA. Celle-ci offrirait une orientation générale tout en laissant à la direction générale la marge de manœuvre nécessaire pour établir des politiques plus spécifiques à l'intention des écoles.

Les membres ont convenu que le moment est propice pour entreprendre cette démarche, l'IA étant désormais omniprésente et incontournable dans le quotidien.

2025-09-17 - CED - DSFS - 1333
Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu que le Conseil mandate le comité de la gouvernance et des politiques afin de développer une politique sur l'utilisation de l'intelligence artificielle. (Raphaël Moore, Monique Mazerolle)

Unanimité

a) Calendrier de l'évaluation des politiques du CED 2025- juin 2028

Le calendrier de l'évaluation des politiques du CED 2025- juin 2028 a été présenté aux membres du Conseil.

b) Nommer les membres aux comités (Politique 1.6 – Principes, mandats des comités du Conseil)

Monsieur Côté a repris la parole et a souligné qu'il était temps de former les comités pour l'année en cours. Il a rappelé que les mandats de ces comités sont d'une durée d'un an et que leur composition est donc revue au début de chaque année. Bien qu'une certaine continuité soit encouragée, afin de conserver l'expertise développée, une nouvelle nomination des membres est requise.

Avant de procéder au vote, il propose de passer en revue les différents comités :

- Comité d'appel à une suspension ou à un renvoi
  - Christine Noël

- Comité de la gouvernance et des politiques
  - Raphaël Moore
  - Monique Mazerolle
  - Eric Macfie
  - Matthieu LeBlanc
  - Caroline Le Bouthillier
  - Michel Côté

- Comité de planification des infrastructures scolaires
  - Isabelle Landry-Sonier
  - Monique Mazerolle
  - Line Thibodeau
  - Fannie Fournier
  - Michel Côté

- Comité du lien avec la communauté
  - Isabelle Landry-Sonier
  - Fannie Fournier
  - Eric Macfie
  - Christine Noël
  - Michel Côté

- Comité de la célébration 2026
  - Isabelle Landry-Sonier
  - Amélie Caissie
  - Caroline Le Bouthillier

- Comité de sélection du poste de la direction générale
  - Raphaël Moore
  - Line Thibodeau
  - Eric Macfie
  - Isabelle Landry-Sonier
  - Monique Mazerolle
  - Michel Côté

Monsieur Côté rappelle que ces comités sont bien définis dans les politiques et que la plupart des membres les connaissent déjà. Il invite toutefois ceux qui le souhaitent à demander des précisions. Il est convenu de procéder de façon informelle en identifiant d'abord les personnes intéressées par chaque comité, puis de ratifier le tout par un vote.

Les membres du Conseil ont ensuite été invités à manifester leur intérêt à siéger aux différents comités.

2025-09-17 – CED – DSFS – 1334
Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu que les membres ayant manifesté leur intérêt fassent partie des différents comités pour l'année scolaire 2025-2026. (Line Thibodeau, Isabelle Landry-Sonier)

Unanimité

c) Politique 3.8 Remplacement d'urgence de la direction général

La discussion a porté sur la politique et la raison de l'élaboration d'un plan de succession. Il a été expliqué que Madame Monique Boudreau a été chargée de préparer ce plan afin d'assurer la continuité de la direction générale en cas d'absence imprévue ou de situation nécessitant une ordonnance.

Il a été souligné que, dans le cadre d'une bonne gouvernance, il est de la responsabilité du Conseil d'éducation de s'assurer qu'un processus est en place permettant de réagir rapidement et efficacement pour maintenir et assurer la continuité des opérations.

d) Calendrier des réunions du Conseil 2025-2026

Le conseil a décidé les lieux de rotation pour le reste des dates proposés. Le Conseil a été invité à se prononcer sur celui-ci.

2025-09-17 - CED - DSFS - 1335
Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu d'adopter le lieu des réunions du Conseil 2025-2026, tel que présenté. (Christine Noël, Eric Macfie)

Unanimité

6. Points d'information de la direction générale

6.1 Rapport financier – DSFS

En raison des nombreuses modifications apportées au budget en fin d'année scolaire ainsi que l'augmentation importante de la population étudiante durant la période estivale, aucun rapport financier ne sera présenté pour la réunion de septembre. Un rapport à jour sera disponible à la prochaine réunion du Conseil en octobre.

6.2 Rapport financier – CED

Un rapport financier du CED en date du 11 septembre 2025 a été présenté aux membres du Conseil. Mme Line Thibodeau a posé quelques questions et des suivis seront effectués à cet égard.

2025-09-17 – CED – DSFS – 1336
Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu que le Conseil accepte le dépôt du rapport financier du CED en date du 11 septembre 2025 tel qu'il a été présenté. (Line Thibodeau, Eric Macfie)

Unanimité

6.3 Rentrée scolaire 2024-2025 et enjeux reliés au transport scolaire

La Directrice générale a pris la parole pour aviser que le District scolaire francophone Sud (DSFS) connaît de nouveau une forte croissance du nombre d'élèves inscrits dans ses écoles. En date du 25 août 2025, ce sont 17 903 élèves qui franchiront les portes du DSFS pour la rentrée scolaire, soit une augmentation de 1,99 % par rapport à l'an dernier, ce qui représente 378 élèves de plus. Tout porte à croire que cette hausse se poursuivra dans les prochaines semaines. Le DSFS regroupe désormais plus de 56 % de la population scolaire francophone du Nouveau-Brunswick**.**

Ella a expliqué que cette croissance est attribuable en grande partie à l'arrivée de nouvelles familles immigrantes, particulièrement dans les trois grands centres urbains de notre territoire. À ce jour, 3 741

élèves sont issus de l'immigration, ce qui illustre bien la diversité croissante de notre communauté scolaire.

La hausse des inscriptions entraîne des défis considérables, notamment en contexte de pénurie de personnel enseignant. Malgré cela, grâce aux efforts soutenus de recrutement, seuls quelques postes demeurent vacants dans l'ensemble du district — un résultat exceptionnel qui témoigne de l'engagement et de la mobilisation de nos équipes.

Toutefois, la situation du transport scolaire demeure préoccupante. Le manque de conducteurs d'autobus entraîne des retards et complique l'organisation des trajets. Plusieurs conducteurs permanents sont en congé de moyenne ou longue durée ou encore réaffectés à d'autres tâches administratives.

- 15 routes permanentes sont actuellement sans conducteur attitré.
- En date du 25 août 2025, 11 postes permanents de conducteurs étaient à pourvoir.
- Pour l'année scolaire 2025-2026, 27 conducteurs suppléants sont disponibles, mais 11 d'entre eux occuperont des postes permanents, réduisant d'autant le bassin de remplaçants.

Nous cherchons des suppléants pour combler les postes vacants, et nous avons au moins quelques suppléants disponibles. Cependant, la situation reste difficile. Nous savons que ce n'est pas évident pour les familles lorsqu'il manque des conducteurs le matin. Nous devons demander à d'autres conducteurs de prendre des routes supplémentaires, ce qui entraîne des retards.

Notre équipe travaille actuellement sur une campagne de recrutement et faisons de notre mieux pour remédier à la situation. Le ministère de l'Éducation nous apporte également son soutien dans ce processus. Toutefois, face aux congés de maladie de moyen terme et aux absences quotidiennes dues à la maladie, la situation reste complexe. Ce sont des processus qui peuvent prendre plusieurs mois, car ils impliquent des aspects liés à la sécurité et à l'environnement de travail. Les candidats doivent suivre la formation nécessaire et, dans certains cas, effectuer des périodes de travail à forte intensité avec un autre chauffeur d'autobus.

Une discussion a ensuite eu lieu entre les membres afin d'aborder les nombreux problèmes liés aux retards d'autobus, ainsi que le manque et les délais de livraison des autobus par le ministère, un sujet récurrent depuis l'an dernier.

2025-09-17 – CED – DSFS – 1337
Sur une proposition dûment appuyée, il est résolu que le Conseil adresse ses doléances au ministre de l'Éducation concernant le manque d'autobus scolaires ainsi que les conditions d'emploi des conducteurs d'autobus, lesquelles sont régies par le gouvernement du Nouveau-Brunswick. (Monique Mazerolle, Eric Macfie)

Unanimité

6.4 Consultations - plan de 10 ans

La Directrice générale a continué par amorcer que le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance (MEDPE) a amorcé ses consultations en vue de l'élaboration du prochain plan en éducation. Au cours des prochaines semaines, des rencontres publiques — offertes à la fois en personne et en ligne — permettront de recueillir les perspectives des citoyens et des partenaires.

Pour le District scolaire francophone Sud (DSFS), une consultation publique réunissant nos partenaires se tiendra le 2 octobre en soirée, dans la région de Moncton. Les détails logistiques seront communiqués prochainement.

Les membres du Conseil d'éducation de district (CED) sont invités à y prendre part. Une séance distincte spécialement destinée aux CED sera également prévue, soit dans le cadre de la retraite, soit à une autre date qui conviendra.

6.5 Programme des petits déjeuners

Par la suite, elle a mentionné que le gouvernement avait annoncé, au début septembre, un programme universel de petits-déjeuners. La mise en place de ce nouveau programme demande une période d'adaptation. Chaque école commence ou continue le programme à son rythme, selon ses besoins et ses capacités. L'important est que les élèves aient maintenant accès gratuitement à un déjeuner s'ils en ont besoin, même si l'offre varie d'une école à l'autre. Le programme évoluera progressivement dans chaque école.

Une discussion a ensuite eu lieu à ce sujet. Plusieurs défis ont été soulevés en lien avec sa mise en œuvre, notamment la logistique nécessaire pour offrir des déjeuners sains à tous les élèves et la nécessité d'adapter le programme aux réalités de chaque école.

Il a été mentionné qu'une communication a été envoyée aux parents, mais qu'il serait utile de clarifier les attentes, car bien que les écoles aient réussi l'an dernier à nourrir les élèves en fonction des besoins, la nature universelle du programme implique de veiller à ce que tous les élèves aient accès à un petit-déjeuner chaque jour.

Les participants ont discuté des contraintes logistiques, notamment la recherche de bénévoles pour soutenir la distribution de ceux-ci. Il a été noté que, dans certaines écoles, les directeurs et le personnel enseignent doivent souvent combler eux-mêmes ces besoins, ce qui rend la gestion quotidienne plus complexe.

Il a été suggéré que ce point soit abordé dans les prochains échanges avec le ministère afin de souligner que, malgré l'engagement positif, la mise en œuvre peut s'avérer maladroite si les ressources nécessaires ne sont pas pleinement fournies. L'importance de reconnaître les efforts du personnel et des bénévoles a été soulignée.

6.6 Présentation des réussites 2024-2025

L'équipe de l'accueil et de l'intégration des élèves issus de l'immigration multiplie les initiatives et obtient de beaux résultats. Les membres ont été invités à visionner une vidéo présentant un aperçu de leurs actions et des résultats concrets obtenus lors de l'année scolaire 2024-2025 grâce à leur engagement.

6.7 Menu de la cafétéria

Par la suite, la directrice générale a poursuivi en mentionnant que, depuis la semaine dernière, certaines préoccupations ont été soulevées par des parents concernant les menus actuellement offerts avec la viande halal. Il a été mentionné que certaines écoles, qui font partie du réseau des cafétérias communautaires, un organisme à but non lucratif, rencontrent des contraintes particulières pour la réception et la distribution des repas.

Il a été souligné que les coûts élevés et la disponibilité des fournisseurs locaux représentent également un défi. Elle a indiqué que le DSFS communique directement avec le réseau pour explorer d'autres options possibles, afin de répondre aux préoccupations des parents tout en maintenant l'accessibilité et la qualité des repas pour les élèves.

Participation publique

Aucune participation du public.

PAUSE

Les micros et vidéos de la session virtuelle sont fermés pendant la pause. L'enregistrement de la séance est alors interrompu.

7. Points d'information de la présidence

7.1 Infrastructure – rencontre avec les élus

Le président a pris la parole pour aviser que des rencontres auront lieu avec les élus au sujet des infrastructures scolaires, comme cela a déjà été discuté. L'objectif est de réunir les élus des régions concernées, ainsi que les élus provinciaux, afin de discuter des quatre priorités déjà déterminées par le Conseil d'éducation en matière d'infrastructure.

Dans la région de Moncton, une nouvelle école secondaire est nécessaire. Bien qu'elle figure sur la liste des projets, elle est actuellement très loin dans l'ordre de priorité, et il est essentiel de la ramener au premier plan. Une école de niveau M à 8 à Riverview est également demandée et considérée comme une priorité. Une rencontre est prévue lundi prochain avec les élus de la région de Moncton et nos conseillers pour présenter les chiffres et expliquer pourquoi ces projets ne peuvent plus attendre.

La semaine suivante, une rencontre aura lieu dans la région de Saint-Jean pour discuter de la surpopulation dans les écoles, notamment Samuel de Champlain.

Pour la région de Fredericton, une confirmation est encore attendue pour cette rencontre, qui portera également sur des projets essentiels liés à la surpopulation scolaire.

Il a été souligné que tous les autres projets (16 au total) ne sont pas oubliés, mais que l'ampleur des besoins dans certaines régions est devenue critique. Il est impératif que ces projets prioritaires soient avancés, et l'objectif est de convaincre les députés qu'ils sont non seulement intéressants, mais nécessaires.

Madame Line Thibodeau a soulevé quelques points concernant l'environnement d'apprentissage, qui n'est pas optimal pour nos élèves. Il a été suggéré d'aborder ce sujet lors de nos réunions du CPAÉ et de réfléchir à la mobilisation des parties prenantes, notamment les parents. Il a été souligné que l'engagement des parents est souvent très significatif pour le gouvernement.

À titre d'exemple, dans la région de Saint-Jean, il y a deux semaines, des parents se sont organisés eux-mêmes pour sensibiliser la communauté. Ils ont réalisé des entrevues et présenté une maquette de certains aménagements scolaires, ainsi qu'une construction symbolique en blocs Lego représentant la nouvelle école. Ces initiatives illustrent l'importance de l'implication des parents, qui peut grandement appuyer nos démarches et démontrer l'urgence des besoins.

Il a donc été recommandé de communiquer aux parents l'importance de leur participation et de les encourager à s'impliquer activement.

7.2 Retraite du CED

La retraite annuelle du CED se tiendra le 3 et 4 octobre 2025. Les sujets qui seront discutés incluent, tout d'abord, le stationnement. Il s'agira d'identifier les points qui nécessitent une attention plus urgente, de mettre à jour la situation et d'en discuter.

Ensuite, la consultation du plan provincial sera abordée, en lien avec la récente adoption d'une politique sur l'intelligence artificielle. Une présentation sera faite afin de mieux comprendre l'orientation et les implications de cette politique.

Enfin, la discussion portera également sur la toute récente politique relative aux finalités. La séance devrait permettre de couvrir ces sujets avec la participation de presque tous les membres, ce qui promet une bonne session de travail.

7.3 Conseil de la jeunesse

Madame Fannie Fournier a pris la parole en tant qu'élève-conseillère pour l'année scolaire 2025-2026. La première réunion du Conseil de la jeunesse devait avoir lieu ce soir, mais puisqu'elle assiste à la réunion du CED, elle ne pourra pas y participer et fournira une mise à jour lors de la prochaine réunion.

Elle a commencé par expliquer qu'elle a assisté à la retraite de la FJFNB avec le président de l'école, où un vote a été effectué afin de standardiser les structures et les documents des conseils étudiants dans toutes les écoles. Actuellement, il existe des différences importantes quant au fonctionnement et aux responsabilités de ces conseils. L'objectif est de clarifier les rôles des élèves, des directions et des parents afin d'assurer une meilleure cohérence et une participation accrue.

Il a également été voté pour renforcer l'inclusion et la prise en compte des conseils étudiants dans les décisions scolaires, favorisant ainsi une meilleure écoute des élèves.

Par la suite, l'élève-conseillère a présenté un projet visant à mieux représenter les élèves au sein du CED. L'objectif est de réaliser une tournée dans toutes les écoles secondaires pour recueillir les points de vue des élèves, de la 6e à la 12e année. Lors de ces visites, les élèves pourront partager les points forts de leur école et les projets dont ils sont fiers, identifier les défis rencontrés dans leur établissement et proposer des solutions pour améliorer leur environnement scolaire.

Ces informations permettront de mieux comprendre les besoins et opinions des jeunes et d'intégrer leurs perspectives dans les décisions et projets du Conseil jeunesse ou du CED.

8. Affaires nouvelles

Aucun point n'a été ajouté.

9. Date et lieu de la prochaine réunion ordinaire

La prochaine réunion aura lieu le 8 octobre 2025 à l'école Louis-J.-Robichaud, 435, rue Main, Shediac, à 18 h 30.

Un lien sera disponible à partir du site Web du DSFS pour les membres du public et les membresdu Conseil qui se joindront à la réunion de façon virtuelle. Les ordres du jour, procès-verbaux et documents publics des réunions sont également publiés à cet endroit, sous l'onglet Conseil d'éducation.

10. Levée de la séance

Levée de la séance à 20 h 16

Michel Côté
Président

Monique Boudreau
Secrétair

CONSEIL D'ÉDUCATION DE DISTRICT, DISTRICT SCOLAIRE FRANCOPHONE SUD
131e assemblée ordinaire
Le mardi 17 septembre 2025